

Mouvement Communiste

BIRMANIE NEPAL : PERSISTANCE DE LA REVOLUTION DEMOCRATIQUE

Les manifestations d'août et de septembre 2007 en Birmanie qui ont un moment semblé pouvoir faire vaciller la dictature militaire, ont montré des aspects particuliers : les animateurs du mouvement étaient des bonzes, ils ont bénéficié du soutien de la population. Ces événements ne sont pas sans rappeler des événements similaires qui ont eu lieu au Népal en 2006 notamment dans l'apparition de revendications démocratiques portées par le prolétariat. D'ailleurs, les derniers événements tant au Népal qu'en Birmanie montrent que la situation dans ces deux pays n'est pas stabilisée.

Le texte comprend donc :

- Une partie sur la Birmanie (Chronologie des événements, Présentation du contexte socio-économique, Témoignage d'un bonze animateur du mouvement),
- Une partie sur le Népal (Chronologie des événements, présentation du contexte socio-économique, évolution de la situation),
- Une analyse de la résurgence de la révolution démocratique.

S'intéresser aux luttes dans lesquelles le prolétariat joue un rôle non négligeable mais n'arrive pas à cristalliser sa force politique de manière indépendante des formations bourgeoises ou petites-bourgeoises ne vaut pas seulement pour ces pays (parmi d'autres) de la périphérie du Capital mais surtout comme indication de ce qui se pourrait se passer dans leurs grand voisin, la Chine.

BIRMANIE**1. CHRONOLOGIE**

15 août

Le gouvernement décide de doubler les prix de l'essence et du gazole, alors que le prix du gaz comprimé, utilisé pour propulser les bus, est multiplié par cinq.

19 août

Petite manifestation de quelques centaines de personnes à Rangoon pour protester contre les hausses. Des vétérans des luttes de 1988 vont rapidement se joindre aux manifestations. Des dizaines d'activistes vont rapidement être arrêtés et jetés en prison.

28 août

Après deux semaines de manifestations sporadiques menées par des activistes vétérans de 1988 et des militants du NLD (opposition démocratique), les moines bouddhistes vont pour la première fois se joindre au mouvement à Sittwe, au nord-ouest du pays.

5 septembre

Dans la ville de Pakokku, au centre du pays, des moines manifestent pacifiquement en soutien aux manifestants de Rangoon. Les troupes tirent et plusieurs moines sont blessés.

6 septembre

Une vingtaine de fonctionnaires de l'administration est retenue par des moines dans leur monastère – et leurs voitures brûlées – pour obtenir des excuses officielles des autorités. Les otages sont relâchés mais le gouvernement refuse toute excuse.

Les manifestations quotidiennes vont se multiplier et gagner les villes les plus importantes et leurs participants devenir plus nombreux. Les moines, en première ligne, refusent massivement d'accepter l'aumône quotidienne des militaires, ce qui revient dans un pays religieux à une forme d'excommunication.

16 septembre

Pour la première fois deux moines sont arrêtés à Sittwe. Deux jours plus tard les autorités dispersent une manifestation de 1 000 moines et civils à coup de lacrymogènes.

19 septembre

Formation d'un comité de moines (voir témoignage d'Ashin Kovida).

20 septembre

L'université de Rangoon est bloquée par des barbelés.

22 septembre

Une manifestation de moines et de civils se rend au domicile d'Aung Sang Suu Kui, assignée à résidence. Elle apparaît en public pour la première fois depuis mai 2003.

23 septembre

Pour la première fois des nonnes bouddhistes se joignent aux manifestations.

24 septembre

Au moins 100 000 Birmans descendent dans les rues. Si les moines récitent leurs prières, les autres manifestants crient « *Démocratie, démocratie !* » C'est la plus importante manifestation à Rangoon depuis 1988.

25 septembre

Le gouvernement ordonne aux moines de rentrer dans leurs monastères.

26 septembre

Le gouvernement organise la répression, et commence l'occupation des monastères les plus importants. Les manifestations sont dispersées par la force, les activistes connus et les moines à la pointe du mouvement sont arrêtés ou doivent s'enfuir.

27 septembre

La répression s'intensifie.

2. BIRMANIE : UN PAYS TRES PAUVRE, MAIS UNE PUISSANCE ENERGETIQUE REGIONALE

Il peut sembler paradoxal que les manifestations massives qui ont fait trembler le pouvoir birman aient été déclenchées par une hausse des prix de l'essence et du fuel domestique. Le pays est en effet un

exportateur important d'hydrocarbures et ses ventes de gaz naturel lui ont rapporté 2,8 milliards de dollars en 2006 assurant plus de la moitié de la valeur de ses exportations globales.

Ces ventes de gaz ont permis aux militaires au pouvoir d'acheter des armes à la Chine (1,4 milliard de dollars, selon les renseignements occidentaux), des hélicoptères à l'Inde et même d'envisager plus tard la construction d'un centre nucléaire à usage médical par les Russes (250 millions de dollars), soi-disant pour produire des isotopes à usage médical. Les anciens Pays de l'Est, Russie, Ukraine et Serbie vendent également à la Birmanie leurs vieux stocks d'armes de l'époque de la Guerre froide. Plus discrètement, la Corée du Nord et Israël livrent ce qu'il est plus difficile de se procurer sur les marchés traditionnels : fusées ou électronique militaire. Tandis que la population ne dispose que d'un revenu moyen de 1 800 dollars par an (équivalent pouvoir d'achat), soit nettement moins que les deux autres pays les plus pauvres de la région : le Cambodge (2 700 dollars) et le Laos (2 100 dollars). Ce qui n'a pas empêché le gouvernement militaire de s'offrir une nouvelle capitale, Naypyitaw (le siège des rois), ni d'augmenter de 1 000 % les salaires des fonctionnaires et en particuliers des 400 000 militaires. Rappelons que ce pays compte 47 millions d'habitants.

Une manne financière pendant quarante ans

Si les réserves de gaz birmanes ne sont pas gigantesques, 538 milliards de mètres cubes (0,3 % des réserves mondiales), elles n'en sont pas moins appétissantes pour les grands voisins à la recherche de l'énergie nécessaire à leurs économies en croissance accélérées. Elles devraient assurer également 2 milliards de dollars de revenus au pays pendant quarante ans, une manne suffisante pour fournir une survie économique confortable au régime birman. La Thaïlande, qui avale 40 % des exportations birmanes, est le principal acheteur de son gaz (2,16 milliards en 2006/2007). Pas moins de 20 % de l'électricité thaïe est générée par le gaz du pays voisin sans lequel Bangkok serait dans le noir.

Contrairement à l'opinion trop répandue, la Chine n'est encore que le deuxième partenaire de la Birmanie, même si elle y occupe le premier rang en terme d'importations. Un commerce qui croît rapidement ; selon les douanes chinoises, le commerce avec son voisin se serait apprécié de 39,4 % à 1,11 milliard de dollars pour les sept premiers mois de l'année 2007. La Chine inonde son voisin des produits de consommation qui ne trouvent pas preneur sur les marchés des pays plus riches et achète au marché noir bois rares et pierres précieuses. En 2006, 475 000 tonnes de marchandises diverses ont, selon le gouvernement du Yunnan, traversé la frontière. Par contre, la Chine n'a guère apprécié l'explosion des ventes d'héroïne qui ont provoqué une hausse mortelle du sida dans les régions limitrophes.

Pour la Chine, la Birmanie présente un intérêt économique, mais peut-être encore plus stratégique. Elle a l'intention d'investir 2 milliards de dollars dans la construction d'un pipeline reliant le golfe du Bengale à sa province du Yunnan. Ses approvisionnements pétroliers en provenance du Moyen-Orient éviteraient ainsi le détroit de Malacca toujours sous le risque d'un blocus de la flotte des Etats-Unis en cas de conflit. L'ouverture de cette voie vers l'Océan indien était à l'étude depuis 1985.

Pour les démocrates, libéraux et autres alter-mondialistes, qui préconisent un arrêt des investissements en Birmanie, il faut rappeler qu'après l'écrasement dans le sang du soulèvement de 1988, les investisseurs asiatiques avaient immédiatement pris la succession des entreprises occidentales. Neuf compagnies étrangères participent actuellement aux recherches pétrolières sur le sol du pays, dont Total, le malais Petronas, le thaï PTTEP, le coréen Daewoo, les entreprises d'Etat chinoises Cnooc et Sinopec. Australiens, Britanniques et Canadiens sont également présents. Daewoo et Korea Gas se sont associés aux entreprises d'Etat indiennes ONGC et Gail sur un projet gazier offshore.

Total, montré du doigt par Sarkozy, affirme n'avoir pas procédé à de nouveaux investissements depuis 1998. Il opère dans le champ gazier de Yadana avec Chevron qui en a acquis 28 % en rachetant Unocal. Ouvert en 1998, Yadana produit près de 20 millions de mètres cubes de gaz quotidiennement. Total et Unocal avaient chacun investi 300 millions de dollars dans ce projet. Petronas contrôle de son côté 41 % du gisement de gaz offshore de Yetagun qui produit chaque jour près de 13 millions de mètres cubes depuis 2000.

La Thaïlande, la Chine, la Corée et le Bangladesh se disputent l'acquisition du gaz birman. Ce dernier pays compte alimenter une usine d'engrais avec le gaz acheté à son voisin. L'Inde a depuis

plusieurs années un projet de pipeline d'un coût de 1 milliard de dollars. Toutefois, en raison de leurs liens privilégiés tant politiques que militaires, les Chinois pourraient remporter des contrats de livraison sans offrir l'enchère la plus haute.

Mais les ressources gazières ne sont peut-être pas la source d'énergie la plus intéressante de la Birmanie. Doté d'un vaste réseau fluvial, le pays pourrait connaître un rapide développement de ses capacités hydroélectriques. Les entreprises thaïlandaises, affamées d'électricité, sont à l'affût et Egat, l'organisme de l'électricité thaï, a déjà signé en décembre 2005 un projet portant sur la construction d'un complexe hydroélectrique doté d'une turbine de 600 MW.

Un autre joint-venture a été signé en avril pour la construction d'un barrage et d'une centrale hydroélectrique, un projet qui devrait recevoir 6 milliards de dollars d'investissement. Chinois et Coréens ont également des projets d'envergure de ce type sous le coude, ce qui pourrait transformer la Birmanie en véritable centrale hydroélectrique de la région. Les besoins toujours croissants en énergie de la Chine, de l'Inde, de la Corée et des autres pays voisins semblent avoir trouvé une source d'alimentation à la fois proche et sûre. Pas question de tenter d'intervenir et de modifier une situation si favorable à la transformation de la Birmanie en « vache à énergie » de la région mise en coupe réglée par un gouvernement rentier soutenu par une armée de 400 000 hommes.

Outre l'énergie, le bilan du développement économique d'un pays qui, sous l'occupation britannique, était le grenier à riz de la région est globalement négatif. Alors que la Thaïlande ou, plus loin, la Corée du Sud, se sont industrialisés à la dure sous des dictatures militaires, la « *voie birmane vers le socialisme* » a plongé le pays et ses habitants dans la misère et le sous-développement absolu.

La Birmanie collectionne les records sur l'échelle de la pauvreté avec plus de 5 millions de mal-nourris. Avec une cinquantaine de millions d'habitants, le pays avait un PIB de 85,2 milliards de dollars (équivalent pouvoir d'achat) en 2006. L'agriculture en représente 50 %, l'industrie 15 % et les services les 35 % restants. Environ 70 % des 25 millions de Birmans en âge de travailler sont employés dans l'agriculture, 7 % dans l'industrie et 23 % dans les services. Si l'Afghanistan est redevenu numéro un mondial de l'opium, la Birmanie est un solide numéro deux et surtout une source majeure de méthamphétamines.

Une comparaison avec la Thaïlande, le pays voisin, est édifiante. Quand elle est devenue indépendante en 1948, la Birmanie avait l'une des économies les plus prometteuses de la région et était l'un des grands exportateurs mondiaux de riz. Aujourd'hui, la Thaïlande, malgré une douzaine de coups d'Etats militaires, est le premier exportateur mondial de riz. En Birmanie, dix enfants sur cent meurent avant d'atteindre leur cinquième année et une femme sur 75 meurt en couches contre respectivement deux sur cent et une sur 900 chez le voisin. Les Thaïs ont une espérance de vie de 71 ans, et dix de moins pour les Birmans dont 33 % des enfants ont une taille inférieure à la normale. Le système de santé birman est au 151^e rang sur 191 dans un classement de l'OMS, celui de Thaïlande au 33^e rang.

Alors que d'autres dictatures militaires – la Corée du Sud, etc. – profitaient de la faiblesse de leur classe ouvrière à défendre ses intérêts immédiats pour poser les bases d'un développement capitaliste accéléré, les militaires birmans se contentaient de consolider leur position de rentiers. Vivant de la rente agricole durant la longue période de la « *voie birmane vers le socialisme* », l'Etat militaire allait démultiplier ses revenus avec le développement de ses richesses pétrolières et gazières à partir de 1990, au lendemain de l'insurrection de 1988.

N'intervenant pas dans le processus d'extraction et de traitement des hydrocarbures, ni dans son transport, tout étant confié à des compagnies étrangères, l'Etat se contente de toucher la rente de son sous-sol. Le système rentier peut perdurer, il va bientôt s'appliquer aux cours d'eau avec de nombreux projets hydroélectriques destinés à l'approvisionnement des pays voisins.

Après la mise en place de sanctions économiques liées à la répression de 1988, les entreprises étrangères, principalement dans le textile, ont déserté le pays. Beaucoup se sont installées à la frontière, principalement en Thaïlande. Pas moins de 2 millions de travailleuses et de travailleurs birmans travaillent ainsi en Thaïlande, avant tout dans le bâtiment et dans le textile, particulièrement dans les usines de sous-vêtements qui ont quitté la Chine à la recherche de main-d'œuvre bon marché. Le salaire minimum en Thaïlande est de 4,5 dollars par jour, largement supérieur à celui qui se pratique en Birmanie mais les trois quarts des immigrés birmans qui n'ont pas de permis de travail doivent accepter un salaire inférieur.

L'armée

A l'indépendance de la Birmanie en 1948, l'armée ne comptait pas plus de 15 000 hommes. En 1955, suite à la guerre civile, les militaires étaient déjà 40 000 et présents dans le transport maritime, la banque et l'édition. La croissance allait être exponentielle, 104 000 en 1962, 140 000 en 1976, 160 000 en 1985 et 200 000 dans les trois armes en 1988. Aujourd'hui, l'armée est forte de 400 000 hommes alors qu'il n'y a pratiquement plus de conflits avec des guérillas armées. Depuis 1988, la modernisation de l'équipement réalisée avec l'aide de la Chine, si elle est sans utilité contre des mouvements urbains, renforce cependant le soutien crucial de l'armée au régime.

Les étudiants

Après 1988, les universités ont été divisées en campus plus petits pour limiter les capacités d'organisation des étudiants. Depuis 1990, les deux grands campus urbains de l'université et de l'université technologique de Rangoon ont été délocalisés à plusieurs heures de la ville. Les études ont été raccourcies et l'enseignement à distance encouragé.

En 1990, la Ligue nationale pour la démocratie, le parti de Aung Sang Suu Kui, a gagné 392 des 485 sièges de députés et le Parti des militaires, dix. Pas de problème, le parti vainqueur a été mis hors la loi.

Les fonctionnaires

Les fonctionnaires et employés de l'Etat, qui en 1988 avaient massivement participé au soulèvement – les employés des banques avaient refusé aux agences gouvernementales d'effectuer des retraits d'argent alors que les travailleurs des stations services refusaient d'approvisionner en essence les véhicules militaires –, ont été neutralisés. Un grand nombre a été déplacé vers la nouvelle capitale et en plus ils ont reçu d'importantes augmentations de salaires. Résultat, ils n'ont guère participé aux manifestations contre le régime.

Les moines

En revanche, la tentative des militaires de se concilier le clergé par des dépenses somptuaires consacrées aux monastères a fait long feu. Ce sont rapidement les moines bouddhistes qui ont été en première ligne des cortèges hostiles au régime et qui en assureront l'organisation. Il y a quelques centaines de cafés internet, mais le gouvernement contrôle les deux serveurs qui ont rapidement bloqué les accès à Google et Yahoo.

3. UN TEMOIGNAGE

Extraits d'un article de l'IHT (*International Herald Tribune*) du 25/10/2007.

Un des principaux organisateurs des marches de protestation de septembre en Birmanie, Ashin Kovida, un moine bouddhiste de 24 ans, a fui en Thaïlande.

.../. il décrit une organisation minimale, un groupe de quinze moines âgés d'une vingtaine d'années qui ont organisé les manifestations de septembre. Il dit en avoir été élu le leader et s'être inspiré des vidéos tournées durant les soulèvements populaires en Yougoslavie contre le gouvernement de Slobodan Milosevic.

Le groupe a reçu une aide financière de trois dissidents birmans bien connus – un acteur, un comédien et un poète – mais n'a reçu aucune assistance de l'étranger pendant les manifestations, souligne Ashin Kovida.

Huit des quinze moines du comité organisateur manquent à l'appel, dit-il. Les six autres se cachent dans Rangoon.

.../...

Ashin Kovida a conduit les manifestations quotidiennes à travers Rangoon du 18 au 27 septembre, le lendemain du jour où les autorités ont commencé à faire des rafles dans les monastères.

Une de ses principales préoccupations, dit-il, était de nourrir les milliers de moines venus à Rangoon en provenance d'autres régions. Il était aussi inquiet au sujet de la présence de ce qu'il appelle des « faux moines », qu'il suspectait d'avoir été infiltré par le gouvernement militaire.

L'étincelle qui a déclenché les manifestations a été les tirs de sommation de la police en direction de moines le 5 septembre dans la cité de Pakokku, au centre de la Birmanie.

« *La première fois que j'ai entendu l'information, je suis resté sans voix* », raconte Ashin Kovida. « *C'était quelque chose d'incroyable.* »

Ses coreligionnaires étaient outragés et cherchaient un moyen de riposter. Ils décidèrent de couper toute relation avec le gouvernement, en refusant toute offrande, aide ou contact avec celui-ci.

Des moines plus âgés et des supérieurs ont exhorté les moines à poursuivre leurs manifestations à l'intérieur des monastères, mais Ashin Kovida raconte que les moines les plus jeunes ont bravé ces directives, pensant que protester dans leur monde cloîtré n'amènerait rien de bon.

Ashin Kovida est entré en contact avec des étudiants qu'il avait rencontrés lors des quêtes et a ainsi commencé à préparer des manifestations de protestation à travers Rangoon.

« *Nous avons alors réalisé qu'il n'y avait pas de direction* », se rappelle-t-il. « *Un train doit avoir une locomotive.* »

Il dit qu'il a aidé à superviser l'impression des tracts qui allaient être distribués dans les monastères avec pour titre : « *Les moines vont sortir dans les rues.* »

« *Il y avait des étudiants et des jeunes gens qui étaient de notre côté* », poursuit Ashin Kovida. Les étudiants ont tapé les brochures sur leurs ordinateurs, les ont imprimés et ont fait des photocopies.

« *Nous devions en faire des centaines* », dit-il, « *nous les avons distribués dans tous les monastères de Rangoon. Nous avons essayé de les distribuer dans le plus grand nombre de régions possibles.* »

Le 18 septembre, relate-t-il, il conduisait la première ligne de moines à travers les rues de Rangoon.

Le 19 septembre, une foule d'environ 2 000 protestataires, dont 500 moines, était assise sur le sol carrelé de la pagode Sule quand Ashin Kovida s'est levé pour s'adresser à eux.

Ashin Kovida se rappelle avoir dit : « *Pour continuer les manifestations de façon pacifique, nous devons avoir une direction. J'appelle dix moines à venir me rejoindre devant.* »

Quinze moines se portèrent à l'avant, sous les vivats de la foule.

Ils formèrent ce qu'ils ont appelé le Sangga Kosahlal Apahwe, le Groupe représentatif des moines.

Ashin Kovida en fut élu porte-parole.

Ensuite, Ashin Kovida s'adressa de nouveau à la foule avec un discours concis.

« *Dans ce pays, actuellement, nous endurons les privations* », se souvient-il avoir dit. « *Les gens ont faim, les prix montent. Sous le gouvernement militaire, il y a tant de violations des droits de l'homme. J'appelle le peuple à se joindre à nous. Nous poursuivrons ces manifestations pacifiquement chaque jour jusqu'à ce que nous gagnions. S'il n'y a pas de droit de l'homme, il n'y a pas de valeur de l'homme.* »

Ashin Kovida dit qu'il a mené une semaine de manifestations quotidiennes, rencontrant son groupe d'organisateur le matin et commençant les défilés à midi. Il a entendu des rapports sur le service en langue birmane de la BBC à propos d'autres groupes de moines qui s'étaient organisés eux-mêmes mais il n'a jamais rencontré ces groupes.

Les manifestations furent pacifiques et sans obstacles jusqu'au 26 septembre, quand la police anti-émeute bloqua le trajet des moines avant de les charger et de les disperser.

« *Les policiers tirèrent les robes des moines et les battirent* », se rappelle Ashin Kovida. « *Ils arrachèrent le sarong de certaines nonnes.* »

Des douzaines de moines furent mis en détention ; Ashin Kovida s'échappa en escaladant un mur de briques.

Le jour suivant, le 27 septembre, alors que la répression s'intensifiait, rapporte Ashin Kovida, il changea de vêtements et mit un sarong et une chemise à manche courte. Il s'enfuit vers un petit village, à environ 65 kilomètres de Rangoon et, avec l'aide de parents et d'amis, se cacha dans une hutte en bois abandonnée.

Il avait si peur d'attirer l'attention des voisins qu'il s'interdisait de tousser et ne sortit jamais de sa maison qui n'avait pas l'eau courante. Pendant deux semaines, il vécut dans l'obscurité de sa cabane sans aucun moyen de prendre un bain. Il se soulageait à l'aide d'un seau en plastique. Des amis lui laissaient occasionnellement de la nourriture.

Le 12 octobre, quand sa mère adoptive fut mise en détention, la nouvelle lui fut immédiatement transmise. Il s'enfuit de nuit, pieds nus.

.../....

Ashin Kovida encoure une peine de prison quasi certaine s'il retourne en Birmanie.

Dans l'édition du 18 octobre de la Nouvelle lumière de Birmanie, le journal d'Etat, il était accusé de cacher « *48 cartouches jaunâtres de TNT très explosif* » dans son monastère.

« *Ils veulent juste associer les moines à la violence et au terrorisme* », dit Ashin Kovida.

« *J'ai été dans la vie monacale depuis que je suis tout jeune. Ma vie entière, je n'ai fait qu'étudier le bouddhisme et des choses pacifiques* », souligne-t-il.

Il dit que son père est charpentier et que sa mère tient un petit étal dans un marché, vendant des oignons et des piments. Les deux vivent dans l'État du Rakhine, dans le nord-ouest de la Birmanie, près de la frontière avec le Bangladesh.

Beaucoup en Birmanie ne pourront pardonner au gouvernement la répression sur les moines, affirme-t-il.

« *C'est une tache dans l'histoire de la Birmanie* », explique Ashin Kovida. « *À l'intérieur de la Birmanie, maintenant, beaucoup d'étudiants et de gens sont en train d'organiser la prochaine étape contre le SPDC – l'acronyme pour le gouvernement militaire –, je pense que cela se passera en même temps que les Jeux Olympiques en Chine* », poursuit-il, en référence aux Jeux de 2008 à Pékin. « *C'est mon opinion personnelle.* »

NEPAL

CHRONOLOGIE

1. 2005

1^{er} février : Le parti maoïste provoque le limogeage du gouvernement et la prise des pleins pouvoirs par le roi Gyanendra en refusant l'organisation d'élections. Celui-ci instaure l'état d'urgence, suspend les droits fondamentaux et prend la tête d'un nouveau gouvernement. Ce coup de force soi-disant pour mieux lutter contre l'insurrection maoïste, et dénoncé comme un « coup d'Etat » par les partis politiques, n'était pas sa première tentative absolutiste assortie d'une promesse de rétablir plus tard la démocratie. Cette fois, il semble être resté sourd à la pression de la rue et aux multiples appels de l'étranger pour le rétablissement de la démocratie.

Personne à ce moment précis ne regrette vraiment les partis politiques. Dans la rue, on se dit écœuré par leurs querelles continuelles, leur népotisme, leur corruption, la multiplication des gouvernements, une douzaine depuis l'instauration du multipartisme au Népal en 1990.

3 septembre : Les maoïstes annoncent un cessez-le-feu qui durera quatre mois.

22 novembre : Les sept principaux partis d'opposition et leurs anciens ennemis maoïstes concluent un accord pour rétablir la démocratie.

Une étude réalisée par l'hebdomadaire *Nepali Times* auprès de 5 000 personnes révèle que si la population reste attachée à la monarchie, elle ne veut plus de Gyanendra. « *La plupart des jeunes citadins sondés ne veulent d'aucune sorte de monarchie* » (environ 60 % des 23 millions de Népalais ont en dessous de 24 ans), a constaté l'hebdomadaire.

2. 2006

En janvier, les maoïstes mettent fin à leur trêve. Le 20 janvier, les autorités placent Katmandou sous couvre-feu afin d'empêcher le déroulement d'une manifestation en faveur de la démocratie.

26 janvier : L'opposition décrète la grève générale.

8 février : Participation minimale aux élections municipales.

6 avril : Plus de 300 manifestants sont arrêtés. Début d'une grève générale de quatre jours à l'appel de l'opposition et des maoïstes.

8 avril : Le gouvernement instaure un « *couvre-feu diurne* » dans plusieurs villes, dont Katmandou, et coupe les lignes des téléphones portables pour contrecarrer les manifestants. Un premier opposant est tué par la police.

9 avril : Des milliers de manifestants défient le couvre-feu.

10 et 11 avril : Washington et l'Union européenne demande au roi Gyanendra de « *rétablir immédiatement la démocratie* »

13 avril : Levée du couvre-feu dans Katmandou et dans ses environs et rétablissement des lignes des téléphones portables. Gyanendra appelle à des élections législatives. Appel rejeté par l'opposition le lendemain.

15 avril : Des milliers de Népalais manifestent à Katmandou.

16 avril : L'opposition appelle au boycott général du pouvoir royal.

17 avril : En raison de la grève générale, les autorités déploient l'armée pour assurer

l'approvisionnement de la capitale.

18 avril : Des milliers de manifestants dans la rue. Premières arrestations de fonctionnaires.

19 avril : Au moins quatre manifestants sont tués. Les autorités imposent le couvre-feu à Katmandou et ordonnent de tirer à vue sur les contrevenants. 4 000 arrestations. Les manifestations pro-démocratie se font de plus en plus pressantes aussi bien dans les villes que dans les campagnes.

20 avril : Trois manifestants sont tués alors que des dizaines de milliers de personnes protestent dans la périphérie de Katmandou.

21 avril : Malgré la prolongation du couvre-feu à Katmandou, des dizaines de milliers de Népalais manifestent à proximité et dans Katmandou pour réclamer le rétablissement de la démocratie. Le roi demande à l'opposition de lui proposer un nom pour le poste de Premier ministre et appelle à l'organisation d'élections « le plus vite possible »

22 avril : Des centaines de milliers de Népalais manifestent à Katmandou alors que les partis d'opposition et les maoïstes ont rejeté les concessions faites par le roi. Une centaine de personnes blessées (balles, coups, gaz lacrymogènes) est hospitalisée.

23 avril : Les opposants massés à la périphérie de Katmandou tentent de rallier les forces de sécurité à leur cause.

24 avril : Les Etats-Unis demandent à leurs ressortissants et aux familles des diplomates d'évacuer le Népal à la veille d'une nouvelle manifestation massive. Dans une proclamation télévisée, le roi Gyanendra accepte de rétablir le Parlement dissous en 2002 après trois semaines de manifestations massives organisées à l'appel des sept principaux partis politiques avec le soutien des rebelles maoïstes et marquées par la mort de 19 manifestants. Plusieurs milliers de Népalais manifestent leur joie dans le centre de Katmandou.

25 avril : L'opposition propose l'ex-Premier ministre Girija Prasad Koirala, chef de file du Congrès népalais (NPC), comme Premier ministre. Les maoïstes rejettent l'offre du roi et décrètent un blocus de la capitale.

26 avril : L'opposition réitère son engagement à former une Assemblée constituante devant limiter les pouvoirs du roi. Les maoïstes acceptent de lever leur blocus jusqu'à la session inaugurale du Parlement dont ils exigent l'élection d'une Assemblée constituante conformément à l'accord de novembre 2005, avec l'alliance d'opposition.

27 avril : Les maoïstes annoncent un cessez-le-feu unilatéral de trois mois. Girija Prasad Koirala est nommé Premier ministre par le roi.

28 avril : Le Parlement, se réunissant pour la première fois depuis 2002, annonce des discussions en vue de l'élection d'une Assemblée constituante. Le nouveau gouvernement intérimaire entame un grand nettoyage en se débarrassant du personnel politique nommé par Gyanendra en 2002.

30 avril : M. Koirala prête serment devant le roi et appelle les maoïstes à renoncer à la violence et à négocier avec le nouveau gouvernement. Le Parlement se prononce à l'unanimité en faveur de la convocation d'une Assemblée constituante qui décidera de l'avenir de la monarchie.

2 mai : Les premières nominations en vue de la formation du gouvernement placent en position de force le Congrès népalais.

3 mai : Les maoïstes rejettent tout désarmement et accusent le gouvernement de réunir de « vieilles figures » manquant de vision. Le nouveau gouvernement intérimaire décrète un cessez-le-feu avec les maoïstes et supprime la qualification de « terrorisme » qui leur était appliquée.

Le *Kathmandu Post* met en garde le futur gouvernement intérimaire composé des sept partis. Ils ont montré « maturité » et « unité », est-il écrit. « *Mais nous prévenons que le peuple (les) surveille de près et n'excusera aucune erreur ou (mesure) encourageant népotisme, favoritisme, corruption.* »

3. 2007

Novembre : Le gouvernement de coalition regroupant les sept principaux partis népalais a signé un accord de paix avec la guérilla maoïste, mettant ainsi fin à un conflit qui a fait plus de 13 000 morts et au moins un millier de disparus depuis 1996. Cet accord a été conclu après que les maoïstes, qui constituent une organisation militaire réclamant un Etat socialiste avec un gouvernement républicain, avaient quitté le gouvernement en septembre 2007 en demandant l'abolition de la monarchie. En vertu de ce texte, les rebelles doivent déposer les armes qui seront placées sous la supervision de l'ONU avant d'entrer au sein d'un gouvernement intérimaire. Son rôle principal consistera à préparer les élections d'ici à avril, à convoquer une Assemblée constituante, à abolir de manière officielle la

monarchie et à rédiger les détails du nouveau système politique. La nouvelle alliance des sept partis a indiqué : « *le Népal sera une république démocratique fédérale (...) et la décision sera appliquée après la première réunion de l'Assemblée constitutionnelle. Mais si le roi pose problèmes durant l'élection de cette assemblée, une majorité des deux tiers du Parlement temporaire pourra abolir la monarchie avant le scrutin.* » De plus, il a été décidé que l'Assemblée serait constituée de 601 membres : 240 membres directement élus par le peuple, 365 membres désignés par un système de représentation proportionnelle, dans laquelle chaque parti obtiendra des sièges en proportion avec le nombre de votes obtenus et le reste sera désigné par le Gouvernement. Les maoïstes réclamaient une généralisation de ce mode électoral qui leur est favorable.

Décembre

31 décembre : Les anciens rebelles maoïstes rejoignent le gouvernement provisoire du Népal, deux jours après le vote du Parlement en faveur de l'abolition de la monarchie et suite à un accord signé, le 23 décembre à Katmandou, entre eux et la coalition des six partis au pouvoir. Si l'accord est respecté entre des partis connus pour leurs incessantes querelles, le Népal s'apprête à négocier un tournant décisif de son histoire. Les rebelles avaient quitté le gouvernement en septembre en exigeant la fin du système monarchique et l'introduction du système proportionnel pour les prochaines élections, déjà deux fois repoussées, destinées à désigner l'Assemblée constituante. Un communiqué gouvernemental précise que le Premier ministre Girija Prasad Koirala a nommé cinq ministres et deux secrétaires d'État maoïstes au gouvernement. Le Népal est appelé à devenir un « *État républicain, fédéral et démocratique* »

Le roi Gyanendra continuera de résider dans son palais mais sans exercer de pouvoirs jusqu'à l'élection de l'Assemblée constituante qui devrait avoir lieu d'ici à la mi-avril. L'abolition de la monarchie n'entrera en vigueur qu'après ce scrutin. Son départ marque la fin d'une dynastie au pouvoir dans la vallée de Katmandou depuis 1796. En attendant, la modification de la Constitution, c'est le Premier ministre actuel qui deviendra président du Parlement et continuera à diriger le gouvernement de transition composé de représentants des principaux partis politiques népalais. D'autre part, le gouvernement assurera le processus d'intégration des anciens combattants, probablement dans les rangs de la police armée, en échange d'une restitution par les maoïstes des biens et des terres saisis durant les années de guerre.

Pour l'heure, le Népal n'est plus tout à fait une monarchie mais il a encore un roi.

4. UNE ECONOMIE ENCLAVEE DEPENDANTE DU PUISSANT VOISIN

Avec 28,7 millions d'habitants, le Népal reste l'un des États les plus pauvres d'Asie du Sud (c'est le premier des « *pays les moins avancés* »). Le PIB par habitant était de 383 dollars en 2006-2007 ou 1 100 dollars en équivalent pouvoir d'achat. Même si on estime que la part de la population pauvre a diminué de 34,4 % à 24 % entre 1996 et 2004, 51,4 % de la population est analphabète et l'espérance de vie est de 60 ans. L'armée royale népalaise comptait 69 000 hommes en 2004.

Alors qu'il connaît depuis 1991 des mutations importantes, avec une relative libéralisation de son économie, le pays est confronté depuis 1996, à une grave crise politique et à des difficultés dans le secteur industriel (ralentissement de l'activité suite à des revendications salariales pour l'amélioration des conditions de travail).

En 2006-2007, la situation des secteurs de l'industrie et des services s'est encore dégradée, avec des croissances respectives estimées à 2,1 % et 4,1 % (contre 4,2 % et 4,8 % en 2005-06). L'insécurité persistante dans la plaine du Terai au sud du pays (toutes les routes d'approvisionnement passent par cette bande frontalière), due aux revendications d'autonomie des ethnies Madhesis (le peuple des plaines) et à la guérilla maoïste empêche les ateliers de production industrielle qui y sont implantés, dont l'habillement et les tapis déjà affectés par la sortie de l'accord multifibres et l'érosion des préférences communautaires, de se redresser.

Le secteur tertiaire, dominé par le tourisme, a également souffert en raison de l'insécurité du pays (le racket des touristes). Mais il reste encore la première source de devises. Il emploie 250 000 personnes et représente un million d'emplois indirects.

Malgré la tentative de l'État népalais d'ouverture vers la Chine, l'économie reste fortement dépendante des échanges avec l'Inde qui représentait en 2005-06 près de 68 % du commerce extérieur du Népal. Cette dépendance a toujours été prépondérante, notamment en raison des importations de

produits pétroliers et de plus en plus en matière d'aide au développement (financement de barrages hydroélectriques).

Les États-Unis sont le deuxième client du Népal depuis les années 1950 (11,6 % des exportations en 2007). L'Union européenne est peu présente, mais l'Allemagne est le 3^e client du Népal avec 4,7 % d'exportations. Les principaux postes d'exportation sont l'habillement (11,9 % des exportations en 2005-06) et les tapis de laine (9,5 %).

L'Europe est en revanche le premier donateur d'aide et l'aide internationale (33,7 % du budget) et les envois des travailleurs expatriés sont un facteur majeur de son économie. Un tiers de la population népalaise vit en Inde, et les revenus des travailleurs expatriés (1,42 milliard de dollars en 2006-2007) représentent un montant supérieur à celui des exportations du pays.

En 2006-2007, les exportations n'ont augmenté que de 3,2 %, s'élevant à 1,24 milliard de dollars, par rapport à la même période précédente (avec une augmentation de 23 % pour les exportations vers l'Inde à 0,57 milliard de dollars). Les importations sont également en hausse de 18 % et atteignent 2,9 milliards de dollars (et même 23 % pour celles en provenance d'Inde à 1,52 milliard de dollars), d'où un creusement du déficit commercial de 33 %, soit 1,6 milliard de dollars. Le volume des échanges a tout de même augmenté, ce qui indique une intégration croissante du Népal à l'économie mondiale (adhésion à l'OMC, en 2004).

Le secteur agricole qui emploie plus de 70 % des actifs (croissance estimée à 0,7 % en 2007 contre 1,2 % en 2006), et reste prédominant dans l'économie (36 % du PIB), a souffert, en 2007, d'une mauvaise mousson et de l'abandon de nombreuses terres arables dans les districts du sud occupés par les maoïstes, entraînant une concentration sur les terrains périurbains chers et mal irrigués. Le niveau de l'investissement stagne en 2006-2007, à 20,3 % du PIB.

UN NOUVEL ELIXIR DE JEUNESSE POUR LA DEMOCRATIE RADICALE

Les tentatives d'insurrections au Népal, au printemps 2006, et en Birmanie, en automne 2007, ont des caractéristiques communes importantes en dépit des nombreuses différences qui existent entre ces deux formations économiques et sociales. Essayons de les énumérer.

1) Les deux épisodes se produisent environ vingt ans après des mouvements analogues. Au Népal, au printemps 1990, il y a eu des grandes manifestations dans la capitale Katmandou en faveur de la démocratie politique. Il y a exactement deux décennies, Rangoon s'insurgeait contre la junte militaire. Dans les deux cas, la répression avait eu raison des mouvements. Dans ces moments cruciaux, aucune force politique ou syndicale significative ne s'était imposée comme alternative crédible pour le capital aux régimes dictatoriaux en place. L'opposition politique aux deux dictatures militaires restait incarnée par des individualités démocratiques faibles en Birmanie ou par le parti de coloration maoïste au Népal qui vit du racket organisé des paysans et de leur soumission à l'esclavage militarisé (recrutement contraint des miliciens et travail civil forcé).

2) En dépit de la présence en force des prolétaires et de leurs revendications immédiates, les insurrections birmane et népalaise d'hier et d'aujourd'hui n'ont guère produit d'organisations ni d'éléments de programme communistes. Les travailleurs et les chômeurs en révolte n'ont pas davantage rejoint les rangs des formations bourgeoises clandestines placées dans l'opposition aux deux régimes. A aucun moment, la classe ouvrière en mouvement de ces pays n'a tenté de se singulariser des autres classes. Elle a encore moins esquissé une critique pratique de la démocratie bourgeoise, horizon politique jamais dépassé de ces insurrections populaires. Au contraire, la démocratie radicale, celle qui, de préférence, trouve sa légitimité dans la rue et qui tend à minimiser le mécanisme de la délégation en faveur de l'expression collective directe de la population, a été parfaitement capable de contenir et d'encadrer les revendications plus précisément prolétariennes.

3) Aussi bien à Katmandou qu'à Rangoon, des protestations initialement très minoritaires et cantonnées à la revendication de davantage de démocratie et de liberté politique se sont rapidement étendues à des secteurs importants de la population dans lesquels les prolétaires constituent la composante de loin la plus nombreuse. Cette composante apporte au mouvement à la fois sa grande détermination dans les combats et ses revendications de défense économique contre la pauvreté et la vie chère. Les jeunes prolétaires montent systématiquement aux avant-postes lors des affrontements les plus violents et les plus difficiles. A Katmandou, dans les périphéries de la capitale népalaise, ce sont eux qui recherchent avec entêtement ce type d'engagement. La forme insurrectionnelle, combats de rue déployés plus manifestations de masse, n'est pas intégrée et renforcée par les grèves. La

confrontation a lieu exclusivement avec le pouvoir exécutif représenté par des régimes héritiers directs, dans le cas népalais, ou indirects, en Birmanie, du classique despotisme oriental.

4) Le fondement premier du despotisme oriental est le « *système villageois* » fait de « *petits centres disséminés dans tout le pays* », dotés « *d'organisations indépendantes et de vie propre* » et combinant « *travail agricole et travail artisanal* » (Karl Marx ; *New York Tribune* ; 25 juin 1853). Sur ce système d'unités sociales dispersées mais relativement autonomes, s'érige un Etat distant et despotique, la plupart du temps de droit divin, qui s'occupe des grands travaux publics. Le despotisme, lui, n'est autre que « *le mépris de l'homme, l'homme vidé de son humanité* » « *Le despote ne voit jamais les hommes autrement que dépouillés de leur dignité. Sous ses regards et pour lui, ils se noient dans la boue de la vie abjecte d'où ils remontent toujours à la surface comme les grenouilles. ... Le principe essentiel de la monarchie, c'est l'homme méprisé et méprisable, l'homme déshumanisé. ... Monarchie, despotisme et tyrannie sont des noms d'une seule et même idée, ou, tout au plus, des variantes superficielles d'un même principe. Là où prédomine le principe monarchique, les hommes sont en minorité ; là où ce principe n'est pas mis en doute, il n'y a point d'hommes* » (Karl Marx ; Lettre à Ruge ; 1843). Ces concepts s'adaptent parfaitement aussi bien à la monarchie népalaise de droit divin qu'à la dictature militaire birmane.

5) Le despotisme oriental en Birmanie et au Népal tire son aliment de la rente foncière, du pillage légalisé des masses paysannes des provinces agricoles ainsi que de la rapine de portions relativement importantes de plus-value sociale issue des manufactures et des rares industries modernes existantes dans ces deux pays. Le despotisme oriental représente de manière imparfaite le capital dans son expression la plus développée. Ses intérêts parasitaires se marient mal avec la recherche du profit maximum et le renforcement de la concurrence, mouvement vital de la reproduction du capital. L'absence d'une représentation politique adéquate de la société civile et les innombrables transformations de la formation économique induites par la destruction de la société villageoise opérée par le capital créent des frictions de plus en plus grandes qui nécessitent l'extension et l'approfondissement du contrôle répressif. Ceci a un coût qui alourdit sans cesse la facture aussi bien pour le capital que le travail. Outre le parasitisme, la superstructure étatique despotique génère clientélisme et corruption en série ; autant de freins pour l'expression pleine et libre du mouvement du capital. Le capital tolère le despotisme notamment quand la rente est forte et lui est faible. Il peut l'utiliser ici et là lorsqu'il correspond à certains de ses intérêts spécifiques et contingents de développement. Toutefois, la qualification politique du capital achevée, la République démocratique reste la forme historiquement déterminée de son despotisme de classe.

6) Au Népal et en Birmanie de ce début du troisième millénaire, le capitalisme continue son œuvre lente et méthodique de démolition du système villageois et du despotisme oriental. Il agit dans ce sens à partir de ses centres politiques et administratifs des deux capitales, Katmandou et Rangoon, devenues, entre autre, le siège privilégié de petites manufactures et de commerces en tous genres ; lieux élus de l'immigration intérieure de paysans pauvres déclassés et des emplois étatiques civils et militaires ; réceptacles de masses croissantes de sans réserves, survivant au prix des pires sacrifices dans les quartiers et les bidonvilles misérables de leurs périphéries immédiates.

Plusieurs interrogations pour les communistes découlent des deux situations identifiées dans leurs points communs. Comment expliquer, à l'ère du capitalisme mûr et du marché mondial unifié, la domination idéologique et programmatique de la démocratie radicale dans ces deux assauts insurrectionnels ? S'agit-il de phénomènes isolés ? Comment juger, du point de vue du prolétariat révolutionnaire, la subalternité politique de la classe ouvrière dans ces mouvements importants qu'elle a produits ? Quelle attitude adopter face à la multiplication des insurrections démocratiques dans les pays dotés d'Etats dictatoriaux et rentiers ?

Nous allons tenter d'apporter des éléments de réponse. Le retour en vogue de la démocratie radicale en milieu prolétarien dépend de deux facteurs essentiels :

- l'un relatif à la spécificité des formations économiques et sociales dotées d'Etats dictatoriaux ;
- l'autre de la nature et du signe du cycle politique prolétarien actuel.

L'Etat despotique et rentier, l'absence de toute liberté d'expression et d'un tissu légal d'organes d'intégration au système du prolétariat placent d'emblée le combat, tout type de combat y compris défensif, sur le terrain politique et, par-là, militaire. La démocratie républicaine bourgeoise moderne contient en elle la capacité de « *transformer les états politiques en états sociaux, en sorte que les*

différents membres du peuple ... sont égaux dans le Ciel de leur monde politique et inégaux dans l'existence terrestre de la société. C'est seulement la Révolution française qui achèvera la transformation des états politiques en états sociaux, autrement dit, fit des différences d'états de la société civile de simples différences sociales, des différences de la vie privée, qui n'ont aucune importance dans la vie politique. La séparation de la vie politique et de la société civile se trouva de ce fait achevée » (Karl Marx ; Critique de l'Etat hégélien ; 1843).

Il en va tout autrement pour les régimes despotiques. Ici, la privation de l'égalité politique ne permet pas au capital de repousser l'être social de la société civile dans la simple dimension de la sphère privée. La séparation entre politique et social n'est donc pas assurée, encore moins achevée. Ce trait spécifique du despotisme, y compris dans ses expressions les plus récentes, le rend relativement inadéquat au développement du capital. Cette relative inadéquation provoque continuellement l'apparition de forces bourgeoises et petite-bourgeoises se battant pour la démocratie politique avec les seuls moyens à leur disposition : la conspiration et la lutte sur le terrain illégal.

Sous la férule du despotisme, l'exploitation, l'être social de la classe ouvrière, n'est perçue d'emblée par les prolétaires que comme l'une des caractéristiques propres à la dictature. L'état social des classes subalternes correspond immédiatement à l'état politique général de la société civile. Aucune séparation entre la lutte contre l'exploitation et celle pour la liberté politique ne s'installe. Le social est directement politique mais dans une séquence logique inversée et déformée par rapport à celle qui régit la révolution prolétarienne. Le combat politique de la classe ouvrière n'est pas issu de la place particulière que cette dernière occupe au sein du système capitaliste de la production sociale.

Toute lutte prolétarienne défensive menée sur le terrain des intérêts immédiats revêt un caractère politique. Mais ce caractère politique n'appartient pas exclusivement à la classe exploitée. Il est l'expression sans médiation de la société civile toute entière. Il fonde l'unité matérielle contingente entre capital et travail sur le terrain de la revendication de la démocratie et des libertés politiques individuelles. Le prolétariat se voit ainsi dépossédé de son parti et de son programme révolutionnaire propre en agissant certes en défense de ses intérêts immédiats mais aussi en soutien de la forme politique adéquate de la dictature du capital, la République démocratique parlementaire. Centrale dans la production sociale de capital, la classe ouvrière est subalterne au plan politique dans « *les conditions empiriques distinctes* » du régime despotique.

Rien d'étonnant donc que les prolétaires se jettent régulièrement à corps perdu dans les batailles les plus radicales contre les dictatures au nom de leurs propres objectifs défensifs sans, pour autant, élaborer et consolider leur indépendance politique des formations bourgeoises et petite-bourgeoises d'opposition aux régimes despotiques. Dans ce sens, les épisodes népalais et birman sont des paradigmes de la lutte de classes sous les dictatures.

Nota bene : il est question ici de toutes sortes de dictatures, par delà de leurs différentes colorations politiques, religieuses ou autres. Toutefois, leur caractère spécifique est également assuré compte tenu de l'expansion accélérée et planétaire du modèle démocratique moderne d'Etat capitaliste.

Ces moments particuliers, quoique répétitifs, de la lutte de classes globale n'incarnent pas la tendance historique dominante à l'affrontement direct entre démocratie et communisme.

La guerre de classes menée avec un courage et une détermination exceptionnels par les sans-réserves birmans et népalais a peu à enseigner, en matière d'autonomie politique, aux ouvriers des pays à capitalisme mûr. Pourtant, les révoltes prolétariennes qui ont suivi la vague pré révolutionnaire mondiale des années 1960 et 1970, depuis celles des travailleurs polonais, coréens ou sud-africains dans les années 1980, ont, sans exception notable, un important trait commun apparent avec celles dont nous nous occupons maintenant. La totalité d'entre elles ont trouvé dans la démocratie radicale leur résultante politique. A aucun moment, elles n'ont secrété des organisations de classe propres au prolétariat révolutionnaire.

On est ici en présence de discontinuité forte avec le cycle politique précédent (1968-1977). Cette discontinuité est, à ne pas s'y méprendre, source de grande mystification et de démoralisation car il tendrait à démontrer que la classe ouvrière a épuisé sa capacité et sa force révolutionnaires. En réalité, ce nivellement vers le bas du combat politique de la classe ouvrière est exclusivement le fait de la cassure, de la défaite subie lors de sa dernière tentative d'assaut au ciel du capital.

La destruction soudaine du bloc dictatorial stalinien et la mutation pro marché de la terrible dictature maoïste chinoise ont des nombreuses raisons. Mais l'une d'entre elles, et pas la moindre, concerne ce changement de cycle politique prolétarien. En embrassant, avec ses forces débordantes et

ses méthodes décidées de combat, la perspective de la démocratie radicale, la classe ouvrière a accéléré le processus de décomposition et de transformation en profondeur des pays du camp dit socialiste.

A l'inverse, ces régimes ont tenu le choc et ont finalement su s'adapter aux rapports de forces modifiés par la puissante initiative pratique des travailleurs car ceux-ci, bien qu'en s'adossant à sa variante la plus radicale, ont lié leur sort à celui de la démocratie bourgeoise. Mais cette étape démocratique n'est pas la destination ultime du mouvement prolétarien. Cette « étape » à l'enseigne de la démocratie n'est justifiée ni par la déchéance des conditions objectives qui ont fait de la classe ouvrière la seule classe révolutionnaire de l'ère moderne ni par une quelconque défaite définitive que les ouvriers auraient endurée.

Il s'agit uniquement de la marque caractéristique de la nouvelle période, du cycle politique prolétarien actuel. Marque singulièrement renforcée par l'offensive générale menée sous les drapeaux de la démocratie des pays à capitalisme mûr contre les nouvelles et anciennes barrières à l'unification de plus en plus robuste du marché mondial. Cette offensive du centre du capital s'est nourrie des poussées révolutionnaires des masses de sans-réserves de nombreux pays encore régis par des dictatures appartenant à la périphérie proche ou plus lointaine des métropoles du capital mondial.

Dans cette catégorie, nous classons naturellement les pays prétendument socialistes et la plupart des pays dits du tiers et du quart monde. Le fait qu'en cette période historique les insurrections prolétariennes contre les dictatures et la pauvreté ne dépassent pas l'horizon politique démocratique radical ne doit pas inspirer de l'indifférence ou, pire, du mépris de la part des communistes. Au contraire, ces épisodes de la lutte de classes doivent être étudiés attentivement. Il faut valoriser leur qualité de moments du mouvement réel global de libération du prolétariat sans oublier de critiquer leur limite politique évidente.

Quand la classe ouvrière se bat à sa façon et avec toute son immense énergie sous les drapeaux de la démocratie, celle-ci en sort partiellement transformée car elle cesse, à ces instants précis, d'être un pur projet de modernisation, d'adaptation de l'Etat aux conditions générales du marché mondial et de la dictature du capitalisme mûr. Le prolétariat qui prend les armes a la capacité, la puissance nécessaire à mettre en péril cet *épilogue normalisateur*. C'est pourquoi toute révolte des sans-réserves est accueillie avec méfiance par les patrons et les dirigeants des places-fortes du capital. Et ce en dépit de leur volonté, bien réelle quoi qu'en disent les antimondialistes et les gauchistes de tous poils, de diffuser le plus largement sur la planète le régime démocratique parlementaire.

Ce système, rappelons-le encore une fois, est à la fois le mode de représentation le plus accompli de l'intérêt général du capital et la forme de domination de classe la plus sophistiquée et la plus efficiente de l'âge moderne. *L'injection en doses massives de la haine de classe du prolétariat pour les classes dominantes dans le corps à vif du mouvement démocratique de la société civile contre le despotisme se solde souvent par des revendications indistinctes de démocratie directe* et dresse un obstacle de taille à l'autonomisation et à la spécialisation du Politique.

Les communistes doivent appuyer de toutes leurs maigres forces l'interprétation ouvrière de la lutte contre la dictature. Plusieurs éléments du dispositif tactique adopté par le courant communiste dans les années qui vont de 1840 à 1860 se révèlent d'une cuisante actualité aujourd'hui, dans ce cycle politique prolétarien spécifique. « *La position du parti ouvrier révolutionnaire par rapport à la démocratie petite-bourgeoise est la suivante : il marche avec elle contre la fraction dont elle poursuit la chute ; il s'oppose à elle toutes les fois qu'elle veut déterminer ses propres positions* » (Karl Marx ; Adresse ; mars 1850).

Traduction par Marx lui-même, quelques paragraphes plus loin dans ce texte : « *Tandis que les petit-bourgeois démocrates veulent amener au plus vite la révolution à son terme, notre intérêt, notre tâche est de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été écartées du pouvoir, que le pouvoir d'Etat ait été conquis par le prolétariat et que, non seulement dans un pays, mais dans tous les pays qui dominent le monde, l'association des prolétaires ait réalisé assez de progrès pour faire cesser dans ces pays la concurrence des prolétaires et concentrer entre leurs mains à tout le moins les forces productives décisives* » (Idem).

Pas question, naturellement, de poursuivre dans ce combat le but d'une quelconque alliance avec la démocratie petite-bourgeoise. Elle « *tournerait uniquement à l'avantage des petits-bourgeois et au désavantage complet du prolétariat* » Et encore : « *S'il s'agit de livrer combat à un adversaire commun, point n'est besoin d'union particulière : dès qu'il faut combattre un tel adversaire, les*

intérêts des deux partis coïncident momentanément : il en a été ainsi jusqu'à ce jour, et dans l'avenir aussi cette alliance simplement temporaire s'établira d'elle-même » (Idem).

Alliance éphémère et non déclarée entre ouvriers et démocrates petit-bourgeois donc, *mais qui appelle simultanément une œuvre constante d'affaiblissement des alliés d'un jour du prolétariat en mouvement. « Il est en le pouvoir des ouvriers de rendre plus difficile la montée des démocrates en face du prolétariat en armes et de leur dicter des conditions telles que la suprématie des démocrates bourgeois renferme, dès son origine, le germe de sa mort et que son éviction ultérieure par la suprématie du prolétariat s'en trouve considérablement facilitée » (Idem).*

Comment faire ?

Primo, *« pendant et après la lutte, les ouvriers doivent en toute occasion formuler leurs propres revendications à côté de celles des démocrates bourgeois »*

Deuxio, *« il faut qu'ils exigent des garanties dès que les bourgeois démocrates s'apprentent à s'emparer du gouvernement ... Il leur faut, au besoin, emporter ces garanties de haute lutte et veiller, d'une façon générale, à ce que les nouveaux gouvernants soient contraints à toutes les concessions et à toutes les promesses possibles – c'est le plus sûr moyen de les compromettre »*

Tertio, *« il faut qu'à côté des nouveaux gouvernements officiels, ils créent en même temps leurs propres gouvernements ouvriers révolutionnaires, sous forme de municipalités ou de conseils municipaux ou sous celle de clubs ou de comités ouvriers »* Le contre-pouvoir s'organise. La dualité des pouvoirs s'installe.

Quarto et dernier point, *« il faut obtenir immédiatement l'armement de tout le prolétariat »* et organiser une garde prolétarienne autonome placée *« sous les ordres non pas du pouvoir public mais des conseils municipaux révolutionnaires obtenus par les ouvriers »*

La finalité de ce plan est claire : *« annihiler l'influence des démocrates bourgeois sur les ouvriers ; réaliser immédiatement l'organisation autonome et armée des ouvriers ; entraver la domination, pour le moment inévitable, de la démocratie bourgeoise en la gênant et en la compromettant » (Idem).*

Marx a donné un nom à ce plan, à ce véritable *« cri de guerre »* : *« Révolution en permanence. »* Prise dans ce qu'elle contient d'universel, la feuille de route originellement conçue par le théoricien du communisme moderne pour les travailleurs allemands de son temps garde toute sa fraîcheur et sa pertinence pour les combats ouverts du prolétariat contre les régimes despotiques de la périphérie du monde capitaliste ponctués par l'absence de mouvements d'ampleur, directement révolutionnaires, de la classe ouvrière dans les métropoles du capital.

Bruxelles-Paris, le 29 janvier 2008

<p>Pour toute correspondance écrire, sans autre mention, à : BP 1666, Centre Monnaie 1000, Bruxelles 1, Belgique. Consulter le site Internet de Mouvement Communiste : www.mouvement-communiste.com</p>
